

Histoire

# PIERRE MAUROY ET FRANÇOIS MITTERRAND, LES RESPONSABILITÉS PARTAGÉES : TÉMOIGNAGE

Michel Delebarre

05/06/2016

**À l'issue des contributions scientifiques de la deuxième partie de la journée d'études « Pierre Mauroy et François Mitterrand, une longue histoire (1965-2013) » organisée le 19 juin 2015 à Lille et consacrée aux années de responsabilités partagées (1981-1984), Michel Delebarre, ancien ministre d'État, sénateur du Nord, a livré son témoignage.**

J'ai une version assez peu mécanique de la relation entre Pierre Mauroy et François Mitterrand. J'y vois une composante beaucoup plus affective que ce que j'ai entendu dans les propos précédents. Pierre Mauroy avait une réelle affection pour François Mitterrand, hors de tout calcul. Une des raisons à cela vient de ce phénomène qui arrive quelquefois en politique. Mauroy aimait s'arrêter pour se regarder dans le rôle du Premier ministre, en se disant : pourquoi cela m'est-il arrivé à moi ? Cela m'est arrivé parce que François Mitterrand l'a décidé. Sans cela, il n'aurait jamais été Premier ministre. Les relations entre les deux hommes avaient débuté avant cela, comme on l'a rappelé. Elles étaient peu connues des entourages et beaucoup plus profondes qu'on ne l'imaginait. Pierre Mauroy avait pour François Mitterrand une admiration dont d'aucuns pourraient penser qu'elle frisait parfois la dévotion. Le Premier ministre pouvait aller très loin dans l'acceptation de certaines attitudes du président de la République, en ce sens qu'une remarque de François Mitterrand à Pierre Mauroy était une indication de bornage.

Et je pense qu'il faut toujours avoir cela en tête. D'ailleurs, Mitterrand le savait bien. Il connaissait trop les hommes pour ne pas percevoir la densité de leur relation. Je reprends une expression qu'a utilisée Alain Bergounioux, et que François Mitterrand a employée à plusieurs reprises dans certaines de ses lettres à Pierre Mauroy sur des questions sensibles. En substance, il lui disait : je vous fais confiance pour que vous alliez dans le sens que vous m'avez exposé, et je vous fais confiance parce que je sais que vous connaissez la limite. Les termes ne sont pas tout à fait ceux-là, mais c'est l'idée. Je sais qu'avec vous, sur ce dossier, on n'ira pas au-delà d'éléments qui pour moi, François Mitterrand, sont importants.

Or on retrouve ces aspects dans les deux sujets que les intervenants viennent d'aborder : l'économie et l'éducation. Relevons qu'aucun des deux hommes n'est économiste. C'est d'ailleurs peut-être un des aspects positifs ou négatifs de la V<sup>e</sup> République. Si le « patron » n'est pas économiste, l'entourage, lui, est truffé d'économistes plus brillants les uns que les autres. À cet égard, aussi bien l'Élysée que Matignon sont plus que servis.

On peut parfois penser que c'est tellement le cas que ne rien faire s'avère la meilleure des positions. En effet, en économie, un pas de travers est lourd de conséquences. Et n'oublions pas le contexte, celui d'une Europe en voie d'intégration sur un rythme relativement lent. C'était encore l'époque où, quand un ministre souhaitait que le Premier ministre ou le président prenne une décision importante sur un sujet touchant à l'activité du pays, la solidité du franc était tout de suite menacée. Et c'était le péril le plus important, censé paralyser toute l'action gouvernementale. Cela advint d'ailleurs plusieurs fois, reconnaissons-le.

On a donc deux hommes dont les convictions en matière économique ne sont pas révolutionnaires, et des entourages dont les certitudes en matière économique sont extraordinaires. Heureusement qu'ils se parlaient. Car dans ce contexte, l'idée était tout de même : va-t-on tourner le dos à l'Europe ?

Elle était présente dans tous les débats. Ni Mauroy ni Mitterrand n'étaient extraordinairement enthousiastes. Mauroy était simplement réaliste tandis que Mitterrand avait une hésitation fondamentale. Mauroy voulait comprendre quelle serait la suite logique d'une décision négative. Il est vrai que des réformes touchant à la solidité économique de la France avaient été menées. Mais tourner pour de bon le dos à l'Europe avait bien d'autres conséquences. Et la préoccupation de Mauroy était de savoir quelle serait la logique des décisions à prendre après celle-ci.

François Mitterrand était préoccupé par cet aspect, mais il s'inquiétait aussi de savoir, je crois, comment la France se positionnerait dans l'Europe le lendemain du jour où elle aurait fait ce choix de tourner le dos à un certain nombre d'éléments de la construction européenne.

Je ne reviens pas sur un scénario digne d'un film du soir, avec ces personnalités, certains chefs d'entreprise, qui entraient par le fond du jardin de l'Élysée, ne se faisaient pas connaître mais dont les noms étaient dans la presse le lendemain matin. Chacun venait défendre son idée de l'avenir de l'économie française. Ce qui est drôle après coup, c'est l'extraordinaire imperméabilité du président de la République et du Premier ministre à ce type de démarche. Ces « visiteurs » avaient des certitudes absolues, dignes d'entraîner la conviction de leur interlocuteur. Pour autant, il fallait dépasser ces scénarios et tenter de se forger sa propre idée.

On s'en est sorti tant bien que mal de ce qui aurait tout de même pu constituer un tournant réel dans l'économie française. Quel était l'avis définitif de Jacques Attali ? Toutes les places boursières à travers le monde se posaient la question tous les matins. Nous, c'était le soir, car on se préoccupait surtout des suites. Mais c'était formidable, ce qu'on prêtait aux uns et aux autres. C'est une période où l'on avait des versions différentes tous les jours.

En définitive, je pense que les deux hommes s'en sont sortis parce que, pour faire la jonction entre ces deux thèmes, l'économie et l'éducation, aucun d'eux n'en faisait une question de religion, mais de savoir. Était-on capable, la France était-elle capable, son gouvernement était-il capable d'assurer la suite du pilotage, une fois la décision prise ?

Eh bien, je reviens à ce que je disais tout à l'heure, c'est la liste des conséquences qui leur apparaissait en définitive comme le problème à maîtriser totalement. Ils étaient relativement en accord là-dessus. Et on retrouve ici une adresse de François Mitterrand à Pierre Mauroy : faites-le mais vous connaissez les limites. Garantisiez-moi qu'elles ne seront pas dépassées. Et c'est ainsi qu'on est un peu sorti de cet épisode.

S'agissant de l'école, je n'ai jamais vécu mes fonctions comme l'art de faire naître des crises entre l'Élysée et Matignon. J'essayais plutôt de recoller des éléments parfois particulièrement difficiles à concilier. Sur cette question, je n'ai pas vu de contradiction entre les deux hommes. Je sais que leur culture était différente, mais cela ne les amenait pas à un conflit dont l'école était le centre.

Mauroy était motivé par une seule chose. Il était persuadé en abordant ce sujet que, si François Mitterrand et le gouvernement réussissaient à signer un nouvel accord républicain sur l'évolution de l'école, et donc de l'école privée dans l'ensemble du système éducatif, on n'aurait plus jamais à revenir sur cette question en France. Il avait aussi la conviction qu'un gouvernement de gauche était le mieux à même d'avancer dans ce sens.

Si l'on parvenait à franchir cette étape, on ne viendrait plus jamais chercher la gauche sur le problème de l'école et de l'école privée. On l'aurait réglé une fois pour toutes et, bien sûr, pas en créant le « grand SPULEN<sup>1</sup> ». Cela a tout de même été une des tromperies majeures de l'époque. C'était certainement une idée géniale – d'ailleurs un autre homme de gauche l'inventera sans doute un jour, quand le débat renaîtra. Mais l'idée de créer le « grand SPULEN », c'était à la dimension de son auteur. À mes yeux, elle méritait de rester dans le domaine des idées. Cela nous a compliqué l'existence à un point... ! Personne ne savait ce que ce serait le « grand SPULEN », c'était le fantasme partagé par tous ; mais pas son contenu, puisqu'on en ignorait la teneur.

Pendant ce temps – et je parle sous le contrôle de Bernard Toulemonde, qui était opérateur de ces questions à Matignon –, les besogneux du gouvernement s'affairaient à coudre les éléments d'un nouvel accord entre l'enseignement public et l'enseignement privé – un accord voué à être durable, intelligent en matière de contenu. Et je me souviens que quelques personnes autour de Mauroy, de Savary, de l'épiscopat français, se voyaient tous les après-midi et commençaient à tisser quelque chose. Cela avait de l'allure et pouvait aboutir. Savary en était formidablement imprégné.

Comment cela a-t-il dérapé ? Ici je rejoins la première table ronde : il y avait des conventionnels ! Et en particulier deux : Pierre Joxe, à la tête du groupe socialiste, et André Laignel. Ainsi, à mesure qu'on avançait, en un autre lieu du fonctionnement de la République et des institutions, on s'acharnait à tout détricoter et à tout transformer en opération d'adversité entre le public et le privé. C'était le fait du groupe socialiste à l'Assemblée. C'était une pantomime hebdomadaire ! Ils ne savaient pas quoi inventer pour détricoter ce qu'on avait tricoté la veille. Malheureusement, cela marchait avec un certain nombre d'esprits faibles au sein du groupe socialiste à l'Assemblée. Dès lors, nous avons eu des ennuis à n'en plus finir. Le blocage est venu de là ! Et aussi d'un jeu d'amendements d'André Laignel sur ces questions. Ceux qu'il voulait faire adopter dans le débat à l'Assemblée nationale n'avaient rien à voir avec le projet de loi. Les choses se sont progressivement envenimées, avec un Pierre Joxe très difficile à amadouer. Nous n'aurions jamais dû poursuivre. Dans ces cas-là, c'est le réalisme qui doit l'emporter.

Mais les hommes ont des convictions, et c'est ce qui est intéressant, y compris parfois quand ils deviennent ministres. Savary, excellent ministre sur ce sujet, personnage formidablement attachant, était absolument convaincu que son projet de loi allait aboutir. Laignel, lui, était convaincu qu'il réussirait à le bloquer et que ses amendements serviraient de base à un recours au Conseil constitutionnel. Savary, qui avait déjà anticipé le recours, avait fait le tour des membres du Conseil constitutionnel. Je me souviens qu'il disait à Pierre Mauroy : écoute, laisse-les faire, de toute façon on aura la majorité au Conseil constitutionnel. Pierre Mauroy est un homme audacieux, même si je ne peux pas dire qu'il joue aux échecs tous les matins avec le Conseil constitutionnel. Il n'était pas passionné par cette affaire. Mais Savary était sûr de son coup.

Mitterrand, lui, suivait tout cela de près. Une dame, qui lui était peut-être apparentée, intervenait entre toutes nos réunions de négociation. Je ne me souviens plus de son nom. Il y aurait un roman à écrire ! Elle était tenue au courant de tout. Elle allait voir François Mitterrand et lui donnait quelques biscuits sur le contenu de la négociation. Et lui les donnait à Mauroy. Ils parvenaient à se mettre d'accord, mais elle a bien œuvré dans ce sens.

François Mitterrand avait, je pense, du mal à se faire une opinion. C'est alors qu'il s'est rendu en

Égypte. Cela n'avait rien à voir avec les négociations. Védrine avait dû l'y envoyer. Mais ce qui était plus retors, c'est d'envoyer Charasse rejoindre François Mitterrand. Je ne sais pas si vous vous souvenez du voyage du retour avec le référendum sur le référendum sur la question scolaire, la conversation de Charasse et François Mitterrand dans l'avion. Pierre Mauroy, comme c'est la tradition, attend François Mitterrand au pied de l'avion à son retour en France et se prend en pleine figure le référendum sur le référendum, que nous n'avions pas vu venir. Mauroy n'était absolument pas préparé. Il me dit : écoute, je ne comprends plus où on en est, le président me parle d'un référendum sur le référendum.

Bref, tout cela s'est pris les pieds dans le tapis. Il faut se rappeler que les manifestations sur cette question scolaire ont été d'une ampleur prodigieuse. Des milliers de personnes sont sorties dans les rues, y compris à Lille. Donc cela s'est mal terminé. Savary n'a pas accepté d'être mis en cause et Pierre Mauroy n'a pas voulu se désolidariser de son ministre.

Mais on aurait pu réussir, et je crois que le rapport de la gauche à l'école et à l'école privée en aurait été complètement transformé, et ce pour une très longue période. Cela ne s'est pas produit, ce qui prouve bien que la volonté d'un gouvernement ne garantit pas sa réussite. Mais il faut savoir que c'est ainsi que les choses se sont déroulées. Et c'est ainsi que s'est clos cet épisode sur... non pas la guerre scolaire. Il n'a jamais été vécu par François Mitterrand et Pierre Mauroy comme une relation de guerre ou d'adversité mais, au contraire, comme une démarche permettant de trouver une solution définitive. Cela ne s'est pas réglé, tel est le témoignage que je peux apporter.

1. La création d'un « grand service public unifié et laïque de l'éducation nationale », dit « grand SPULEN », faisait partie des 110 propositions de François Mitterrand.